



## **ARRETE MUNICIPAL n°2024-04** **Portant réglementation de l'arrêt et** **du stationnement sur les emplacements** **GIG-GIC**

### **Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu la loi n°83-213 du 02 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles, L.2212-1 et 2, L.2213-1 et 4, L.2215-1,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu le Code de la Route et notamment son article R417-11,

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 241-3,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et à l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'arrêt et le stationnement pour sur des emplacements réservés à une catégorie de véhicules.

## **ARRETE**

**Article 1 :** Les arrêtés 2007-21, 2007-308, 2007-309, 2007-310, 2014-412 et tous les autres arrêtés antérieurs portant sur la réglementation des places pour les personnes à mobilité réduite sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

**Article 2 :** Les emplacements sont réservés exclusivement à l'arrêt et au stationnement des véhicules portant une carte mobilité inclusion comportant la mention " stationnement pour personnes handicapées " prévue à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ou une carte de stationnement pour personnes handicapées prévues à l'article L. 241-3 du même code dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2017 :

- 1 emplacements place Pierre Picollet
- 1 emplacement en haut des escaliers du centre omnisport (GPS I 5.931897 L45.72257)
- 1 emplacement rue de l'Europe dans la dépose minute du collège
- 2 emplacements rue de l'Europe sur le parking du collège
- 1 emplacement rue de l'Europe, 1<sup>er</sup> plateau du parking de l'école élémentaire
- 1 emplacement rue de l'Europe, 2<sup>ème</sup> plateau de l'école élémentaire
- 2 emplacements chemin des Bogeys
- 1 emplacement place Paulette Besson
- 1 emplacement route des Bauges, devant la bibliothèque
- 2 emplacements place de la Mairie
- 1 emplacement place de la Mairie sur le côté nord de l'église

**Article 3 :** Un panneau de type B6d et un panonceau de type B-M6h seront mis en place sur les emplacements concernés par les services techniques de la commune conformément à la réglementation afin de matérialiser les interdictions. Un marquage au sol avec un pictogramme sera également réalisé par les services techniques de la commune.

**Article 4 :** L'arrêt ou le stationnement sur les emplacements cités à l'article 2 du présents arrêté, autres que les véhicules porteurs des cartes GIG-GIG réglementaires, est interdit et considéré comme très gênant. Les contrevenants aux présentes dispositions seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à l'article 2 du présent arrêté municipal seront considérés en stationnement très gênant au terme de l'article R417-11 du Code de la Route et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière en application des articles R.325-1 et suivants du même code.

**Article 5 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, la Police Municipale,

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Brigade de gendarmerie d'Aix les bains

Fait à Grésy-sur-Aix, le 08 janvier 2024

Le Maire,  
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 11-01-2024  
Notifié à l'intéressé le : 11-01-2024  
Certifié exécutoire le : 11-01-2024



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.